

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2024

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV DEEE

1 AVENUE ALBERT RAMBOZ
69320 Feyzin

Références : UDR-SSDAS-24-306-EM
Code AIOT : 0006108193

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2024 dans l'établissement SUEZ RV DEEE implanté site de belle étoile, avenue Ramboz 69320 Feyzin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV DEEE
- site de belle étoile, avenue Ramboz 69320 Feyzin
- Code AIOT : 0006108193
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV DEEE réalise une activité de tri, transit, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Les déchets proviennent de professionnels dont 90 à 95 % de grands magasins d'électroniques et flux ménagers de déchetteries.

Un nouvel arrêté préfectoral a été signé le 06/06/2024. Ce dernier a été rédigé suite à la réalisation de travaux portant sur le remplacement de la ligne de traitement GEM-F et sur des modifications liées aux stockages. Les modifications traitaient également des rejets atmosphériques, des Valeurs Limites d'Emissions, de la conformité avec les différents arrêtés IED ou encore de la gestion du risque incendie.

L'arrêté préfectoral précité abroge l'ensemble des arrêtés préfectoraux antérieurs réglementant le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Identification des produits	Arrêté Préfectoral du 06/06/2024, article 6.1.1, annexe 7	Demande d'action corrective	1 mois
4	Dispositions spécifiques à certains locaux	Arrêté Préfectoral du 06/06/2024, article 8.2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Descriptif des rejets	Arrêté Préfectoral du 06/06/2024, article 3.2.3	Sans objet
2	Eaux de process	Arrêté Préfectoral du 06/06/2024, article 4.4.6	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/06/2024, article 8.2.4	Sans objet
6	Stockage général des déchets	Arrêté Préfectoral du 06/06/2024, article 9.1.2	Sans objet
7	Stockage des contenants vides - Suites d'inspection	Autre du 21/12/2023	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection du 06/12/2024 avait pour objectif de contrôler les dispositions ayant été modifiées par les aménagements réalisés sur le site et par la signature du nouvel arrêté préfectoral daté du 06/06/2024.

L'Inspection note que les points de rejets ont été réalisés conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral. De plus, l'exploitant a équipé sa seconde ligne de traitement des dispositifs d'extinction adéquates.

L'Inspection note également que, globalement, les stockages sont réalisés dans des conditions ne représentant pas de risques particuliers. **Toutefois, elle demande à l'exploitant d'être vigilant concernant le respect de certaines hauteurs de stockage.**

L'état des stocks transmis comprend des incohérences entre la réalité des stockages observés, la localisation et les typologies de stockage autorisé par l'arrêté préfectoral et les éléments indiqués au sein de ce dernier.

L'Inspection demande à l'exploitant, sous 1 mois, de rectifier son état des stocks afin que ce dernier corresponde davantage au réel stockage réalisé et aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

Enfin, l'Inspection a vérifié par sondage certaines dispositions constructives concernant les locaux mentionnés à l'article 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 036/06/2018. Des travaux sont encore à finaliser sur ces locaux et sont prévus pour la fin d'année 2024. La réalisation d'un rapport de fin de travaux permettra de valider les dispositions constructives indiquées.

L'Inspection demande donc à l'exploitant sous 3 mois, de transmettre le rapport de fin de travaux évoqué, garantissant le respect des dispositions mentionnées dans l'article 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 06/06/2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Descriptif des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2024, article 3.2.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des rejets		
Prescription contrôlée :		
Nom du rejet	Descriptif du rejet	Paramètres mesurés
EA1	Ligne de traitement PAM : aspiration broyeur S120	Poussières
EA2	Ligne de traitement PAM : aspiration broyeur S100	Poussières
EA3	<div>Ligne de traitement GEM-F : traitement des fluides frigorigènes par charbon actif<ul style="list-style-type: none">• Avant installation RTO : en service pour campagnes FCV / HCV• Après installation RTO : en service pour campagnes FCV Rejet réalisé en façade à une hauteur supérieure à 2 mètres (hauteur d'homme).Une zone de sécurité matérialisée et interdite au stockage est présente autour de ce rejet.</div>	Poussières, COVT, CFC

	de ce rejet.	
EA4	<p>Ligne de traitement GEM-F : traitement fluides frigorigènes par oxydateur thermique.</p> <ul style="list-style-type: none"> En service pour les campagnes HCV <p>Rejet réalisé en toiture par une cheminée de 16,1 mètres minimum</p>	Poussières, COVT, CFC ,CO, NOX

Constats :

L'Inspection vérifie la localisation des rejets réalisés.

La localisation des rejets EA1 et EA2 a été vérifiée lors d'inspections précédentes. Aucune modification n'a été réalisée sur ces derniers.

Le rejet EA3 est localisé conformément au plan indiqué. Ce dernier est réalisé en façade, à une hauteur supérieure à 2 mètres. Il est réalisé au dessus de l'avancée construite récemment par le pétitionnaire et utilisée comme réfectoire. Au regard de sa localisation, ce rejet ne représente aucun risque pour le personnel du site.

Le rejet EA4 est lié à la mise en place d'un oxydateur thermique et à la construction d'une cheminée en toiture. La mise en place de ce rejet et des équipements associés n'a pas été réalisée pour le moment.

Les dispositions constructives des rejets atmosphériques réalisés sont donc conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eaux de process

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2024, article 4.4.6

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des eaux de process

Prescription contrôlée :

Les eaux de process sont gérées en tant que déchets produits par l'activité. Ils sont stockés dans des GRV de 1 m³ au sein de la zone S7 (cf. annexe 6).

Leur capacité d'entreposage est limitée à 18 tonnes (18 GRV).

Constats :

L'Inspection constate que le auvent construit (zone S7) accueille le stockage d'écrans, radiateurs, emballages vides, etc. Au jour de l'Inspection, aucun GRV de stockage d'eaux de process n'était stocké sur cette zone. Ce dernier est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

Au regard de l'état des stocks transmis, l'Inspection se questionne sur la réelle localisation du

stockage des eaux de process (cf. point de contrôle n°3). En effet, l'état des stocks indique que les eaux de process sont stockées en zone S9 alors que l'arrêté préfectoral impose que ces dernières soient stockées en zone S7.

L'Inspection rappelle à l'exploitant que le stockage des eaux de process doit bien être réalisé en zone S7.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2024, article 6.1.1, annexe 7

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

Article 6.1.1 : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

Annexe 7 : tableau présentant les déchets entreposés sur site et les rubriques ICPE associées

Constats :

L'exploitant indique à l'Inspection qu'un état des stocks de l'ensemble des substances, produits et mélanges présents dans l'installation est réalisé plusieurs fois par semaine, et à minima à une fréquence hebdomadaire. L'exploitant a précisé la méthode permettant de calculer les volumes et tonnage de déchets présents dans son installation. Sur chaque alvéole accueillant une typologie de déchets, un quadrillage est réalisé et correspond à un certain tonnage. Le remplissage de l'alvéole permet d'estimer le tonnage et le volume des déchets présents dans l'installation, et ainsi de compléter l'état des stocks. Ce dernier permet également à l'exploitant de vérifier si des évacuations de déchets doivent ou non être réalisées afin de rester sous les seuils réglementaires imposés par son arrêté préfectoral.

Par mail du 09/12/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection un état des stocks des éléments présents dans son installation le 06/12/2024, jour de l'inspection.

Cet état des stocks répond globalement aux demandes de l'inspection, notamment sur les informations transmises. Il répertorie par zone de stockage, les typologies de déchets présents, le tonnage de déchets stocké et le tonnage maximum autorisé en comparaison de l'arrêté préfectoral.

Toutefois, l'Inspection note des incohérences entre les éléments inscrits dans l'arrêté préfectoral, ceux contenus dans l'état des stocks et la réalité des stockages constatés en inspection :

GEM-F ammoniac : l'état des stocks indique que ces derniers sont stockés en S9 alors que l'arrêté préfectoral (annexes 6 et 7) impose un stockage en S1

Magnétiques fins : l'état des stocks indique que ces derniers sont stockés en A14 et S3 alors que l'arrêté préfectoral (annexes 6 et 7) impose un stockage uniquement en A14

Contenants vides ou consommables : l'état des stocks indique la présence de casses PEP pleins dans la typologie des contenants vides.

Eaux de process : comme indiqué dans le point de contrôle n°2, l'état des stocks indique que les eaux de process sont stockées en S9 alors que l'arrêté préfectoral (annexe 6 et 7) impose un stockage uniquement en S7

Cartes électroniques : l'état des stocks indique que les cartes électroniques sont stockées en S9 et S11 alors que l'arrêté préfectoral (annexes 6 et 7) impose un stockage uniquement en S1.

Zone de stockage B2B: l'état des stocks indique que plusieurs typologies de stockage sont présentes dans la zone B2B. Cette zone n'est pas présentée ni étudiée dans l'arrêté préfectoral (annexe 6 (plan) et annexe 7 : tableau présentant les déchets entreposés sur site et les rubriques ICPE associées).

Composants d'unités centrales : l'état des stocks indique que ces éléments sont stockés en zone B2B et en zone S11 alors que l'arrêté préfectoral (annexes 6 et 7) impose un stockage uniquement en zone S11.

L'Inspection rappelle à l'exploitant que la flexibilité accordée concernant la localisation des stockages est réglementée par l'annexe 8 de son arrêté préfectoral. Cette flexibilité concerne uniquement les différentes alvéoles de stockages et doit être dirigée selon les affections possibles dans le tableau mentionné.

En tout état de cause, l'Inspection constate que, selon l'état de stocks, les volumes et quantités de matières présentes au sein de l'installation ne dépassent pas les valeurs maximales imposées par l'arrêté préfectoral.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande donc à l'exploitant, sous 1 mois, de rectifier son état des stocks afin que les emplacements corrects des stockages soit mentionné, ceci afin de respecter pleinement son arrêté préfectoral.

Ces éléments sont tenus à disposition de l'Inspection et susceptibles d'être vérifiés lors d'une prochaine visite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions spécifiques à certains locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2024, article 8.2.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques à certains locaux

Prescription contrôlée :

	Local BtoB	L o c a l A T N 1	L o c a l T G B T	L o c a l A T N 2	Auvent S7	L o c a l générateur azote
Hauteur (mètres)	8,62	8	4	8	6,87	8,5
T y p e r structure	Charpente métallique	Murs aggro ou prémur	Murs aggro	Murs aggro	Charpente métallique	Charpente métallique
Tenue au f e u structure	R15	REI 120	REI 120	REI 120	SO	Bac acier 3 4 S R 7 5 / 1 0 0 g a l v a
T y p e toiture	Bac acier 3 4 S R 7 5 / 1 0 0 g a l v a +	Plancher REI 120	Plancher REI 120	Plancher REI 120	Couvertur e bac sex 39T 75/100	Bac acier 3 4 S R 7 5 / 1 0 0 g a l v a
Désenfum age (O / N)	O	N	N	N	N	N
Brooft3	Broof (T3)	REI 120	REI 120	REI 120	/	Broof (T3)
T y p e p a r o i s	Mur BA sur 4 m (REI 1 2 0) + bardage en panneau 4,62 m (REI 120)	Murs aggro ou prémur : REI 120	Murs aggro ou prémur : REI 120	Murs aggro ou prémur : REI 120	Longrine béton : 1 mètre de hauteur	Murs aggro ou prémur : REI 120
T y p e p o r t e s a c c è s	P o r t e sectionnell e + porte rapide sur extérieur	P o r t e métallique EI 60	P o r t e métallique EI 30	P o r t e métallique EI 60	SO	P o r t e métallique

Constats :

Par sondage, l'Inspection vérifie les dispositions constructives de certains locaux.

<p>Elle constate les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le local BtoB dispose d'un mur en blocs béton sur une hauteur de 4 mètres puis d'un bardage métallique. - Les locaux ATN1, ATN2 et TGBT sont cloisonnés par des murs en blocs bétons. L'Inspection note que des travaux restent à finaliser pour garantir le degré coupe-feu de l'ensemble des parois. - Le auvent S7 dispose d'une structure en charpente métallique et n'est pas équipé de porte d'accès. <p>L'exploitant indique que les derniers travaux permettant de finaliser l'ensemble de ces éléments seront réalisés fin 2024. Un rapport permettra de valider la réception de l'ensemble des aménagements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de valider les éléments présents dans l'arrêté préfectoral concernant les dispositions constructives, l'Inspection demande à l'exploitant de, lui transmettre sous, 3 mois, le rapport de fin de travaux évoqué garantissant le respect de l'ensemble des dispositions constructives indiquées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2024, article 8.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie - Buses d'aspersion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les broyeurs PAM et GEM-F comprennent des buses d'aspersion automatisée et un dispositif d'aspersion mousse. Ces dispositifs à déclenchement automatique et manuel libèrent de l'eau dopée à la mousse à partir d'un réseau spécifique dédié.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que la nouvelle ligne de traitement installée est équipée de buses d'aspersion automatisée. Cette buse est déclenchée automatiquement en cas d'incident. Les systèmes de détection sont vérifiés annuellement. Par ailleurs, l'inspection note la présence d'un dispositif de déclenchement manuel.</p> <p>L'exploitant indique que la ligne de traitement déjà présente sur site avant travaux est également équipée de ce dispositif. La présence de cet équipement avait été vérifiée lors de précédentes inspections.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Stockage général des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2024, article 9.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage général des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les déchets sont stockés conformément au plan situé en annexe 6. Le tableau en annexe 7 définit les quantités et volumes de déchets autorisés par espace de stockage et rubriques associées. Ces différents espaces de stockage respectent les dispositions constructives et les typologies des stockages présents dans le tableau en annexe 8.

Constats :

Par sondage, l'Inspection vérifie la conformité des stockages réalisés en comparaison du plan transmis (annexe 6), le respect des volumes et tonnages autorisés (annexe 7) et les dispositions constructives des espaces de stockage (annexe 8).

Auvent A6/A7 :

Les alvéoles A6 et A7 sont localisées à l'emplacement indiqué sur le plan, sous le auvent. Elles contiennent les plastiques GEM-F. Le stockage est couvert. Les volumes et hauteurs limites de stockage sont respectés. Les dimensions et caractéristiques des alvéoles semblent conformes aux dispositions inscrites dans l'arrêté préfectoral.

Alvéoles A22/ A23 :

Les alvéoles A22 et A23 sont localisées à l'emplacement indiqué sur le plan. Elles contiennent des compresseurs. Les volumes et hauteurs limites de stockage sont respectés. Les dimensions et caractéristiques des alvéoles semblent conformes aux dispositions inscrites dans l'arrêté préfectoral.

Alvéoles A24 / A20 / A19 :

Les alvéoles A24, A20 et A19 sont localisées à l'emplacement indiqué sur le plan. L'alvéole A24 contient des déchets d'aluminium. Les alvéoles A 20 et A 19 étaient vides. Les volumes et hauteurs limites de stockage sont respectés. Les alvéoles A20 et A19 sont couvertes. Leurs dimensions et caractéristiques semblent conformes aux dispositions inscrites dans l'arrêté préfectoral.

Alvéoles A1 / A2 / A3 / A4 / A5 :

Les alvéoles A1, A2, A3, A4 et A5 sont localisées à l'emplacement indiqué sur le plan. Elles contiennent des PAM entrants. Les volumes et hauteurs limites de stockage sont respectés. Elles sont couvertes et leurs dimensions et caractéristiques semblent conformes aux dispositions inscrites dans l'arrêté préfectoral.

Zone S2 / S3 / S10 :

Les zones S2, S3 et S10 sont localisées à l'emplacement indiqué sur le plan. Elles contiennent les frigos à traiter entrants. Les volumes et quantités maximales de stockage sont respectés. L'Inspection note que la hauteur limite de stockage sur ces zones est fixée à 5 mètres et que certains tas semblent atteindre la hauteur limite. L'Inspection demande à l'exploitant d'être vigilant concernant la hauteur des stockages réalisés.

<p>Zone S9 :</p> <p>Les zones S9 sont localisées à l'emplacement indiqué sur le plan. Elles contiennent les climatisations à traiter. Les volumes et quantités maximales de stockage sont respectés. L'Inspection note que la hauteur limite de stockage sur ces zones est fixée à 2,5 mètres et que certains tas semblent dépasser ou à minima atteindre la hauteur limite. L'Inspection demande à l'exploitant d'être vigilant concernant la hauteur des stockages réalisés.</p> <p>L'Inspection note également que l'ensemble des alvéoles et bennes de stockage disposent d'un affichage spécifique indiquant la typologie de déchets stockés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant d'être vigilant quant au respect de la hauteur limite de stockage réglementée par le tableau situé en annexe 8 de son arrêté préfectoral, plus particulièrement pour les éléments stockés en zone S2, S3, S9 et S10. Ces éléments seront susceptibles d'être vérifiés lors d'une prochaine visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Stockage des contenants vides - Suites d'inspection

<p>Référence réglementaire : Autre du 21/12/2023</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des contenants vides</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Point de contrôle n°3 du rapport d'inspection du 21/12/2023</u></p> <p>L'Inspection indique à l'exploitant que le stockage de ces éléments est autorisé sous conditions de certaines préconisations à mettre en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • indiquer explicitement que cette zone de stockage est réservée uniquement à des emballages et contenants vides, • matérialiser physiquement cette zone dédiée à un espace de stockage et apposer la signalétique appropriée afin de garantir l'absence de stationnement, • ne pas dépasser les volumes et / ou surfaces de stockage des rubriques ICPE pouvant être associées (ex : rubrique 2662 - 100 m³ pour le stockage de polymères (plastiques)), • mettre en place des moyens suffisants de lutte contre l'incendie à proximité de cette zone de stockage et les signaler, • transmettre les éléments démontrant de la réalisation de ces actions.
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les éléments demandés lors de la dernière visite concernant la zone de stockage d'emballages vides sont respectés.</p> <p>En effet, seuls des emballages et contenants vides sont stockés sur cette zone. Une signalétique est apposée à l'entrée de cette zone permettant de garantir l'absence de stationnement de véhicules. Les volumes de stockages sont respectés, le seuil ICPE lié à ces stockages est respecté (volume inférieur à 100 m³). Enfin, l'exploitant a mis en place et signalé un extincteur à proximité du poste de garde, ce dernier étant situé à une dizaine de mètres de cette zone de stockage.</p>

